

Syndicat départemental d'énergies du Gers

Participation de tiers dans le financement de programmes d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et à la validation des investissements de renforcement des réseaux de distribution de gaz

Date de la contribution : 31/07/2020

Question numéro 1

Le mécanisme proposé ne permet pas de traiter complètement les situations complexes et évolutives des territoires.

Dans certains cas, un rebours doit être prévu dans le zonage de raccordement des opérateurs, en plus des maillages, pour répondre au potentiel de la zone, mais sans qu'il ne soit nécessaire avant la concrétisation quasi totale de ce potentiel, en plus des projets existants.

Pourquoi demander aux porteurs de projet ou aux tiers de financer une étude rebours, qui n'est pas nécessaire, et qui de plus ne répondrait pas aux critères de validation de ces études, puisque la somme des capacités des projets ne nécessiterait pas encore la création de ce rebours? Il est d'autant plus envisageable dans ce cas de figure que si le rebours s'avère finalement nécessaire, c'est que la dynamique de la zone est forte, et que le critère technico-économique devrait être bon à terme?

Si l'étude de rebours est financée par des tiers, pourquoi doit-elle faire l'objet d'une validation par la Commission de Régulation de l'énergie, étant donné qu'elle n'impactera donc pas le tarif du transporteur?

Par ailleurs, quel serait le traitement d'une zone avec un I/V Supérieur à 4700 €/nm³/h, mais avec un montant nécessaire pour l'atteindre de 50 000 euros par exemple (moins que le coût de l'étude rebours?)

Le mécanisme proposé de paiement puis de remboursement semble complexe à mettre en œuvre, d'autant plus pour des collectivités qui souhaiteraient contribuer au financement. Pourrait-il être envisagé de simplifier le dispositif avec un engagement de paiement qui ne serait déclenché que si les 200 000 euros restent nécessaires après évolution de la zone?

Question 1 : Êtes-vous favorable au dispositif proposé par la CRE relatif à la participation de porteurs de projet et / ou de tiers dans le financement des programmes d'investissements ?

Question 2 : Êtes-vous favorable au dispositif proposé par la CRE relatif à la validation des investissements de renforcement des réseaux de distribution de gaz ?

Défavorable

Commentaire :

Question numéro 2

Le pas de temps proposé pour la validation des infrastructures de maillage par la Commission de Régulation de l'énergie semble inadapté au timing des projets. Les projets relevant du régime de l'autorisation peuvent très rapidement demander leur contrat de raccordement et le déclenchement des travaux après le Jalon D4. Envisager d'attendre une validation des investissements de renforcement qui lui sont garantis au jalon D2 par la validation du zonage par la CRE jusqu'à 1 an est incompréhensible.

Un pas de temps mensuel doit être garanti.

Ce mécanisme pose également la question de l'intérêt d'une double validation amont de ces investissements. S'ils

Syndicat départemental d'énergies du Gers

sont validés une première fois au moment de la validation du programme de renforcement, pourquoi valider ensuite ces renforcements au moment du déclenchement réel du besoin?

Le contrôle ex post renforcé tel que prévu initialement semble beaucoup plus adapté, et conforme aux missions de la Commission de régulation de l'énergie vis à vis des gestionnaires de réseau de distribution.

Par ailleurs, aucun mécanisme n'est prévu par la Commission de régulation de l'énergie pour garantir des délais de réalisation vis à vis des porteurs de projet. Si les démarches administratives imposées aux gestionnaires conduisent le porteur de projet à ne pouvoir injecter sa production de biométhane dans le réseau tel que prévu au moment de l'étude détaillée engageante, un mécanisme de compensation ou de pénalités doit être envisagé.

Enfin, il semble inenvisageable de suspendre la réalisation d'un renforcement à l'atteinte d'une enveloppe annuelle. Que se passe-t-il si un projet demande son contrat de raccordement, indique une mise en service 6 ou 9 mois plus tard, et que le gestionnaire de réseau n'est autorisé que 8 mois plus tard, voire plus, à commencer les travaux, soit du fait de la consommation de l'enveloppe, soit pour attendre la session de validation?

Il semble raisonnable de penser que la majorité des investissements de renforcement sera réalisée lors des 3 prochaines années, et qu'ils diminueront par la suite, puisque ce sont les premiers projets qui satureront une zone qui les déclenche. Une fois réalisés, ils servent aux autres projets qui arriveront sans déclencher de nouveaux investissements.

Ainsi ce plafond annuel est inadapté. Si les investissements doivent être limités pour garantir un niveau de tarif compétitif, si réellement ceux-ci ont un impact conséquent? alors une enveloppe globale sur la période 2020-2030 serait plus pertinente, qui impliquerait nécessairement une baisse les premières années.

En conclusion

Les mécanismes envisagés complexifient encore la mise en œuvre du droit à l'injection, qui devait initialement dans l'esprit permettre de favoriser le développement du biométhane.

Ces mécanismes complexifient son application, et créent de l'incertitude pour les porteurs de projet, de nature à freiner au contraire le développement de la filière.